

Chirac et Thomas Becket

Valéry Giscard d'Estaing sentait avec désespoir la situation lui échapper. L'un de ses collaborateurs avait-il vraiment pu interpréter de manière délirante une remarque faite sous le coup de l'irritation ? Son ancien secrétaire général Claude Pierre-Brossolette, le plus intelligent de tous, s'était-il oublié jusqu'à organiser depuis sa présidence du Crédit Lyonnais une barbouzerie insensée ?

Tout était venu comme d'habitude de Jacques Chirac, le vassal félon. Non content d'avoir claqué la porte de Matignon avec une déclaration de factieux, puis d'avoir transformé le vieux parti gaulliste en un RPR à sa dévotion, il avait défait le candidat du président aux premières élections à la mairie de Paris depuis près de deux siècles. Il avait aussitôt commencé à se prendre pour Etienne Marcel, ce prévôt des marchands qui, à l'époque des troubles de la guerre de cent ans, avait fait irruption dans la chambre du dauphin pour y assassiner ses collaborateurs sous ses yeux, avant de finir par périr à son tour de mort violente.

La dernière incartade de Chirac avait été le bouquet. Sa fronde envers le gouvernement de Raymond Barre ne connaissait plus de limite et voilà qu'il menaçait, quelques semaines avant l'échéance constitutionnelle de la fin du mois de décembre 1979, de ne pas voter le budget 1980 de l'Etat à seule fin de contraindre son chef à ressortir l'humiliante procédure des douzièmes provisoires, en usage sous la IV^{ème} République. C'en était trop et Giscard s'était laissé aller le 2 décembre 1979, devant quelques collaborateurs triés sur le volet, à regretter amèrement que personne n'ait le courage de mettre fin à cette dérive en le débarrassant de ce comploteur.

Chacun s'était tourné vers son voisin d'un air surpris, peu habitués qu'ils étaient à de tels propos dans la bouche d'un président tout en retenue et litotes. Nul n'avait risqué de commentaire et la réunion s'était terminée sur la conclusion qu'il ne fallait voir là qu'une rodomontade : chaque participant estimait comme à l'accoutumée que Chirac n'était qu'un velléitaire, qui n'oserait jamais aller si loin.

Seuls les plus versés en Histoire savaient que la réponse « *il n'oserait* » avait été celle du duc de Guise, peu avant d'être occis sur ordre du roi Henri III dont c'était le dernier moyen d'éviter d'être renversé par un factieux. Son assassinat le 23 décembre 1588 restait de sombre mémoire, et nul n'aurait eu le mauvais goût d'évoquer quelques jours avant la Noël 1979 ce précédent datant de quatre siècles.

Peu après la réunion autour du président, tout avait commencé à se détraquer. Les commentateurs spéculaient sur la chute du gouvernement, les dirigeants du RPR étaient aux abonnés absents et aucun ministre issu de ses rangs ne se risquait au moindre pronostic sur l'issue du vote. Alors que chacun attendait l'instruction finale du fondateur du RPR, la vérité avait fini par se faire jour : au sortir d'un grand dîner offert le 13 décembre à l'Élysée en l'honneur du roi d'Espagne, le maire de Paris avait disparu.

Où avait-il pu passer ? S'offrait-il simplement du bon temps dans les bras d'une journaliste sans que la presse ait encore eu vent de sa disparition ? C'est ce que les dirigeants du RPR voulaient croire et, une fois n'est pas coutume, l'Élysée préférait le croire aussi. Mais Giscard était devenu songeur depuis que Jean Sérisé, son conseiller personnel aussi subtil que secret, avait rappelé incidemment devant lui que les périodes proches de Noël étaient propices aux meurtres politiques : quatre siècles avant le duc de Guise, l'archevêque anglais Thomas Becket avait été assassiné le 29 décembre 1170 dans sa cathédrale de Cantorbéry.

Sérisé n'avait pas eu besoin d'ajouter que ce crime inconcevable avait été accompli sur ordre implicite du roi anglais, au désespoir depuis la trahison de son ancien chancelier : sa créature Becket, élue à sa demande primat d'Angleterre pour résorber une dissidence de l'Eglise, lui avait échappé en mettant

le même zèle à servir Dieu que celui mis auparavant à servir le roi. Ce dernier s'étant laissé aller à regretter amèrement devant ses barons que personne n'ait le courage de le débarrasser de cet évêque félon, quatre d'entre eux avaient compris cette phrase comme une instruction et l'avaient exécutée sans plus réfléchir. Le pouvoir anglais n'y avait gagné qu'un durable discrédit.

Le doute s'était insinué dans l'esprit de Giscard : pourquoi Sérisé avait-il évoqué ce triste précédent devant lui ? Se pouvait-il qu'il sût ou soupçonnât quelque chose, lui qui, pour avoir appartenu à tous ses cabinets rue de Rivoli puis à l'Elysée, en connaissait tous les membres présents et passés ? Avait-il eu vent de l'inimaginable de la part d'un ancien collaborateur, désireux de revenir en grâce en croyant devancer les désirs du maître ?

Giscard avait alors demandé à son conseiller en charge des affaires de haute et basse police, le préfet Jean Riolacci, d'effectuer une enquête discrète. Il en était ressorti que le président du Crédit Lyonnais, autrefois évincé de son poste de secrétaire général de l'Elysée pour son franc-parler que Giscard ne supportait plus, semblait avoir joué un rôle assez trouble au début du mois de décembre, recevant des gens de sac et de corde pour se livrer à des conciliabules dont nul ne connaissait la teneur.

Interrogé par Riolacci, Brossolette avait fini par livrer le 21 décembre des explications plus ou moins convaincantes sur l'utilisation de moyens peu orthodoxes pour mettre fin à une tentative de chantage sur le Crédit Lyonnais. Après tout, pourquoi pas ? Mais tous les fils de l'enquête menaient à la sortie du dîner diplomatique à l'Elysée, où certains des interlocuteurs de Brossolette s'étaient trouvés réunis sans raison valable. Après quoi une voiture s'était éloignée de la rue du faubourg Saint-Honoré pour rejoindre la Seine, dans laquelle un sac assez lourd était tombé avec un sinistre plouf. D'ici à ce que, comme à l'époque d'Etienne Marcel, un conspirateur lettré ait jugé bon d'écrire sur le sac la glaçante mise en garde « *Laissez passer la justice du roi* »...

Plus la fin du mois de décembre approchait, plus ces histoires tournaient dans la tête de Giscard. Il redoutait de lire dans la presse une allusion à la disparition du maire de Paris, qui n'avait plus été vu en public depuis le fameux dîner, et au rôle qu'aurait pu y jouer l'Elysée. Même si le pire était arrivé, comment arriver à faire croire que lui-même n'y était pour rien et qu'il ne pouvait s'agir que d'un affreux malentendu ? Qui accepterait de le croire ?

Une première réponse arriva le 23 décembre 1979, que son ambigüité même rendait suspecte : un mot manuscrit de Chirac à sa femme lui disait de ne pas s'inquiéter et annonçait son prochain retour, mais aucun graphologue n'en attestait l'authenticité. Les rumeurs commençaient à se répandre dans Paris et les sous-entendus dans les articles de presse se faisaient chaque jour plus insistants. Noël passa ainsi dans une taraudante incertitude.

Le dénouement finit par intervenir le 29 décembre : le budget fut approuvé comme un seul homme par l'ensemble des députés RPR, accompagné d'une déclaration télévisée de Jacques Chirac depuis un lieu inconnu, annonçant que ce n'était que partie remise. Chacun put alors pousser un soupir de soulagement et préparer son Nouvel An, sauf Jean Riolacci qui continuait à bougonner : pourquoi diable personne ne voulait-il retenir l'hypothèse que l'émission télévisée ait pu être préenregistrée au début du mois de décembre ?